

ANGOLA : LA GUÉRILLA APPORTE LE SAVOIR ET LA TECHNIQUE



Le commandant Iko Carreira (à gauche) et le photographe Sérgio Stefani. Des milliers de kilomètres dans les jambes.
[Photo D.R.]

Aquino de Bragança a rencontré un dirigeant angolais, Iko Carreira, qui lui a fait le point de dix années de lutte politico-militaire contre les occupants portugais.

■ La lutte de libération nationale en Angola a pratiquement l'âge de l'indépendance de la plupart des États africains qui se sont libérés de la tutelle coloniale. Alors que ces États dressent le bilan de la première décennie de leur accession à la souveraineté internationale, le M.P.L.A. s'apprête à tirer les enseignements de dix années de guerre.

Pour mieux connaître la physionomie actuelle de cette guerre populaire, nous avons interrogé le commandant Iko Carreira, membre du Comité directeur du M.P.L.A., un des « cinq grands » du Comité de Coordination politico-militaire, organe suprême de la révolution angolaise. Haute taille, menton en ga-

loche, visage expressif, Carreira est un « vieux » commandant de guerre avec quelques bons milliers de kilomètres dans les jambes et quatre longues années de « séjour » à l'intérieur du front de l'Est... qu'il a quitté provisoirement pour une mission à l'extérieur.

AFRICASIA : Comment se présente actuellement la situation militaire à l'intérieur de l'Angola ?

— La direction du M.P.L.A. a lancé en 1966 le mot d'ordre de généralisation de la lutte armée à l'ensemble du territoire angolais. L'accession de la Zambie à l'indépendance allait permettre la mise

en place des structures nécessaires à l'ouverture du front de l'Est. La plupart de nos cadres, endurcis par la guérilla menée au Nord et à Cabinda, se trouvent donc parmi les détachements qui, après un travail de mobilisation, déclenchent les opérations sur le front de l'Est, en mai 1966. A partir de ce moment, l'ennemi ayant été pris par surprise, la progression se fait rapide et décisive.

En 1967, c'est l'ouverture d'un nouveau front dans le district de Luanda et, en 1969, dans celui de Bié. Un tiers du pays est, un an plus tard, touché par la guérilla.

A l'heure actuelle, les cinq fronts politico-militaires dirigés par le M.P.L.A. s'étendent sur dix districts du pays, soit 400 000 km² environ, où vit une population estimée à 500 000 personnes.

AFRICASIA : Quels sont ces « fronts » ?

— Au Nord, nous avons « réactivé » deux zones de guérilla dans nos régions de Cumbos et Nambuargongo à 200 km environ de la capitale.

A Cabinda, enclavé dans le Congo-Brazzaville, malgré les difficultés inhérentes au terrain (région de la forêt vierge) nos combattants harcèlent toujours l'ennemi et réussissent ainsi à fixer dans cette petite enclave une partie assez importante de l'effectif militaire portugais.

La troisième région (qui groupe les districts de Mexico et Kuando-Kubango) est complètement sous le contrôle des forces de libération. Nos colonnes sillonnent librement cette région de 300 000 km². Les forces armées portugaises se retranchent dans quelques casernes isolées, reliées entre elles par la voie aérienne.

La quatrième région — Luanda et Malange — au Nord du chemin de fer de Benguela, qui draine le cuivre de la Zambie et du Congo-Kinshasa, n'est que partiellement sous notre contrôle.

Dans leur progression vers les riches régions du coton et des diamants, les guérilleros engagent de durs combats non seulement contre les forces colonialistes mais aussi contre les ex-gendarmes katangais et les commandos sud-africains.

Enfin la cinquième région — districts de Bié et Huambo — est le cœur du pays de par son importance démographique et économique. Nos colonnes l'ont atteinte en 1970, après le barrage stratégique mis en place par les Portugais dans toute cette région de hauts plateaux.

Mais la guerre n'est pas limitée aux zones rurales. La mobilisation populaire se développe dans les zones urbaines, au sein des comités d'action. Des com-

mandos du M.P.L.A. sont passés à l'action à Luanda (sabotages contre les installations pétrolières et des dépôts d'armes, détournement d'un avion vers le Congo-Brazzaville en 1966, dont vous avez parlé dans « Africasia », etc.).

Parallèlement à la progression de la guérilla, une nouvelle vie se fait jour. Le pouvoir populaire s'établit dans les zones sous notre contrôle, une milice d'autodéfense se crée. Des centres sanitaires, des écoles et des magasins du peuple s'installent pour la première fois dans toute l'histoire de cette partie du pays.

Le guérillero est le premier véhicule du pouvoir populaire et de la culture nationale. Là où le colonialisme avait maintenu les populations dans l'ignorance et la misère, sans école ni assistance sanitaire, le nouveau pouvoir de la guérilla ouvre les portes du savoir et de la technique. Des instituteurs, des infirmières et des médecins, des commissaires politiques poursuivent une action socio-culturelle, dans le cadre de notre vaste programme de reconstruction nationale. Dix centres d'instruction révolutionnaire sont en fonctionnement dans les cinq régions du front de l'Est.

Déjà, une partie de l'Angola n'est plus le champ clos de la séculaire exploitation coloniale. Elle est libre pour la première fois. Ce sont les premiers fondements d'un Etat angolais. Dans cette vaste région, l'armée portugaise ne peut pas procéder à l'exercice « normal » de ses fonctions.

AFRICASIA : Comment les Portugais ont-ils réagi pour tenter de récupérer le terrain perdu ? Quels étaient alors leurs objectifs ?

— Ils ont essayé tour à tour différentes méthodes. De la terre brûlée à l'utilisation systématique des bombes à fragmentation et du napalm, ils passent au regroupement de la population dans les « hameaux stratégiques », puis à la politique de récupération psycho-sociale par la corruption d'éléments autochtones. Dernièrement, ils ont fait une utilisation criminelle et massive des défoliants et ont détruit les récoltes. Ainsi des milliers de paysans ont dû abandonner leurs *kimbos* (villages) pour se réfugier dans la Zambie voisine ou dans les savanes du Centre-Sud de l'Angola, ce qui, dans une certaine mesure, a défavorisé l'occupant puisque ces paysans ont servi de véhicule à la « subversion nationale » à l'intérieur de zones plus peuplées.

L'objectif de l'armée portugaise était, bien entendu, stratégique : détruire les récoltes et la végétation dans les régions contrôlées par le M.P.L.A. pour faire passer la population autochtone sous sa « protection ».

Mais une telle action n'en constitue pas moins un génocide. Une équipe de médecins de notre service d'assistance médicale (S.A.M.), dirigée par le docteur Eduardo Santos, a pu constater les conséquences de l'utilisation de ces produits toxiques sur les populations de la région de Moxico, frontalière de la Zambie, populations qui consommaient des poissons pêchés dans des eaux polluées par des défoliants.

Ces médecins craignent l'apparition d'anomalies congénitales chez les nouveau-nés comme cela fut observé au Viêt-nam après l'emploi du même type de défoliants.



Libre mais décidée à se battre demain. (Photo Augusta Conchiglia.)

Nous envisageons d'inviter des experts internationaux à visiter les régions contaminées afin qu'ils puissent dresser le constat du crime de génocide dont les Portugais se rendent coupables en Angola.

AFRICASIA : N'avez-vous pas dû subir récemment une nouvelle contre-offensive ?

— Si. Dans les hauts plateaux un dispositif spécial a été mis en place dans l'espoir de stopper notre progression. Une très importante concentration de forces militaires disposant de tous les moyens, forces spéciales d'intervention rapide, commandos, le tout bénéficiant d'un appui croissant des forces sud-africaines qui disposent d'une base d'hélicoptères à Cuito Cuanavale (non loin du Sud-Ouest africain) et mènent conjointement avec les Portugais des actions répressives par des commandos héliportés dans les zones libérées. Mais tout cela ne suffit pas pour arrêter notre avance... Nous sommes non loin du pla-

teau central du Bié où se trouvent les grands colonats blancs. Ici il est douteux que l'armée et l'aviation portugaises puissent utiliser les défoliants sans atteindre leurs « frères » de race. Pour faire face à cette conjoncture désastreuse, l'occupant oriente sa politique en utilisant des manœuvres dilatoires. C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier les nouvelles dispositions constitutionnelles visant à accorder le titre de régions autonomes aux actuelles « provinces d'outre-mer », avec même la possibilité de prendre un jour le nom d'Etat. Néanmoins, cette autonomie est assortie de restrictions dans les domaines de la défense et des relations extérieures, les pouvoirs législatif et exécutif restant essentiellement entre les mains du gouvernement portugais.

AFRICASIA : Ces réformes ne vont-elles pas renforcer le « pouvoir pâle » sud-africain ?

— Ces modifications constitutionnelles ne feront que renforcer le pouvoir des colons qui détiennent, en fait, sur le plan local, les leviers de commande économiques. De plus, elles ne sauraient répondre aux aspirations légitimes des populations angolaises et à leur droit inaliénable à l'indépendance nationale.

D'ailleurs, tout en claironnant ces velléités « autonomistes », le gouvernement portugais ordonne aux tribunaux de juger des militants du M.P.L.A. accusés « d'activités subversives ». Un procès de dix nationalistes angolais, parmi lesquels le président d'honneur de notre mouvement, le R.P. J. Pinto de Andrade s'est ouvert à Lisbonne le 11 février. D'autres nationalistes arrêtés dernièrement en Angola subissent sans jugement des peines dans le bagne de Tarrafal.

D'autre part, le gouvernement portugais resserre ses alliances particulièrement avec les pays de l'O.T.A.N. et l'Afrique du Sud.

De connivence avec l'Afrique du Sud, les commandos portugais accomplissent des sabotages et menacent en permanence l'intégrité de la République de Zambie.

Il s'agit, en fait, d'un plan global de liquidation des mouvements africains de libération nationale, comme l'a montré l'attaque simultanée contre la république de Guinée et le P.A.I.G.C.

Mais, pour bien saisir la globalité du plan impérialiste de liquidation des mouvements de libération nationale, il convient de mettre en relief le rôle joué par l'Afrique du Sud. Ce rôle est très insidieux.

Partenaires de cette vaste conspiration à l'échelle continentale, les tenants de l'*apartheid* se chargent naturellement d'exécuter les mesures touchant l'ensemble régional de l'Afrique australe.

Car l'Afrique du Sud, qui dispose d'un énorme potentiel économique, militaire et énergétique, réunit toutes les conditions requises pour agir, à l'égard des pays environnants, comme une « métropole » impérialiste. Le besoin expansionniste de son régime relève d'une évidence politique et économique : il lui faut, d'une part, démanteler l'opposition à l'*apartheid* et ouvrir un marché extérieur à la mesure de son développement industriel et que, d'autre part (un auteur sud-africain l'a affirmé sans ambages), « la république de l'Afrique du Sud domine le tiers monde africain autant, sinon davantage, que les Etats-Unis dominent le continent américain ».

Parallèlement à l'exportation de l'*apartheid*, le régime de l'Afrique du Sud a obtenu depuis quelque temps la « compréhension » de certains pays africains dits « modérés », qui passent déjà des accords de coopération ou qui, dans une première phase, prônent le dialogue.

Une telle position vise à briser l'unité des forces africaines contre l'*apartheid* et, partant, à affaiblir la résistance des mouvements de libération de toute la région australe. Tel est le défi lancé par le « pouvoir portugais ».

AFRICASIA : Mais ce défi ne menace-t-il pas la présence portugaise en Afrique ? Et comment comprendre l'alliance Vorster-Caetano ?

— Les colonialistes portugais deviennent tributaires du soutien de l'Afrique du Sud pour la défense de leurs intérêts en Angola, ce qui ne va pas sans contradictions, compte tenu de la puissance dont dispose le régime de Pretoria, qui est effectivement susceptible d'évincer le Portugal. La minorité blanche d'Angola, forte de l'appui de la « métropole » sud-africaine et encouragée par l'exemple de la Rhodésie, pourrait s'orienter vers une forme de sécession afin de perpétuer sa domination politique et économique sur notre pays.

AFRICASIA : Quelle est donc votre riposte à cette menace de sécession ?

— Pour contrecarrer cette percée vers le Nord des tenants de l'*apartheid*, le M.P.L.A. entend renforcer non seulement sa coopération avec ses alliés naturels des colonies portugaises, le P.A.I.G.C. et le FRELIMO, mais former un front politico-militaire avec les autres mouvements de l'Afrique australe : l'A.N.C., le Z.A.P.U. et le S.W.A.P.O. avec lesquels nous entretenons de longue date de bonnes relations politiques. Il s'agit maintenant de coordonner nos activités au niveau plus élevé d'une action armée concertée.

**Propos recueillis par
Aquino de Bragança**